

Ici et ailleurs

•Médias
Une femme à la tête d'El Pais

Soledad Gallego-Díaz deviendra dimanche la première femme à diriger le quotidien espagnol El Pais, premier tirage du pays, au moment où l'Espagne s'est dotée d'un gouvernement majoritairement féminin, a annoncé hier le groupe Prisa, propriétaire du journal. La nomination de cette journaliste de 67 ans avait été approuvée la veille par la rédaction de près de 300 journalistes lors d'un vote où elle avait recueilli plus de 97% des suffrages.

•Bien-être
Après l'accouchement, le réconfort

En Chine, où les mamans et leur bébé doivent, selon la tradition, être confinés et bichonnés pendant un mois après l'accouchement, de luxueux centres spécialisés, dignes d'hôtels 5 étoiles, proposent des séjours mensuels à près de 6, 5 millions de F Cfa. Au menu : cours de yoga, salon de massage, nou-nou attirée, cheesecakes élaborés par des cuisiniers disponibles à tout moment.

•Technologies
Qwant Music, ou le Google de la musique

En lançant une déclinaison spécialisée sur la musique, le moteur de recherche européen Qwant espère rassembler les acteurs de l'industrie musicale pour faire découvrir l'univers de millions d'artistes, un pari osé face à l'hégémonie de Google.

•Musique
Sortie d'un album perdu de John Coltrane

Des enregistrements inédits de la légende du jazz John Coltrane et de son quartet, datant de 1963, ont refait surface et sortiront sous la forme d'un album posthume le 29 juin. Ces enregistrements oubliés ont été retrouvés par la famille de la première femme de Coltrane, Juanita Naima Coltrane, qui les avait conservés. John Coltrane est mort du cancer en 1967.

•Gastronomie
Le célèbre chef Anthony Bourdain n'est plus

Anthony Bourdain, chef américain devenu mondialement célèbre grâce à son émission de télévision culinaire "Parts Unknown" sur la gastronomie des quatre coins du monde, s'est suicidé en France à l'âge de 61 ans.

Rassemblés par F.B.E.M

Lutte contre l'insécurité galopante à Libreville

Les directives de la Police présentées au maire de la capitale

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

A la faveur d'une séance de travail, jeudi à l'Hôtel de Ville, le nouveau commandant en chef, le général de division Marcel Yves Mampangou Moussadji, a décliné quelques grandes orientations du déploiement de ses hommes sur le terrain, afin de sécuriser davantage les personnes et les biens dans notre cité.



La séance de travail entre l'édile de la capitale et le commandement en chef des Forces de police nationale.



La photo de famille au terme de la rencontre.

FACE à l'insécurité grandissante dans la ville, la mairie de Libreville s'inquiète. Aussi, sa respon-

sable, Rose Christiane Ossouka Raponda, entourée de ses adjoints, a-t-elle présidé une séance

de travail, jeudi à son cabinet, avec le nouveau commandant en chef des Forces de police nationale (FPN), le général de division Marcel Yves Mampangou Moussadji, pour aborder la question.

Au cours de cette rencontre, le patron de la police a présenté les nouvelles directives pour enrayer ce phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur dans notre cité et sur l'ensemble du territoire national. Car, il ne se passe plus un seul jour sans que ne soit relayé, à

travers la presse ou dans des conversations, des scènes de crime ici et là, des braquages, des vols à main armée ou à la tire, des trafics de stupéfiants, etc. Et la psychose a vite fait de s'installer dans le moral des populations, au point où la grande majorité d'entre elles se pressent habituellement de regagner leurs domiciles dès la tombée de la nuit.

A en croire donc les échanges au cours de la séance de travail entre le maire de Libreville et ses hôtes, la méthode de la

police consisterait à davantage sécuriser les personnes et les biens dans le périmètre urbain et dans tout le pays, en renforçant notamment les contrôles de routine et de proximité, en multipliant les patrouilles et les interventions sur la voie publique, en dissuadant les actes d'incivilité et de délinquance dans les quartiers populaires, en mettant un point d'honneur sur la prévention et la répression, en protégeant l'ordre républicain et les libertés publiques, etc.

Maux et Débat

Comme des vaches à lait

APRÈS une longue absence, votre chronique retrouve ses lecteurs à partir d'aujourd'hui dans un environnement social en ébullition, du fait de la crise économique aiguë que traverse notre pays et qui pèse lourdement sur les travailleurs gabonais, asphyxiés par de multiples taxes dont les unes s'inscrivent dans le cadre du Programme de relance économique (PRE). Un plan considéré par ses concepteurs comme la solution miracle à ladite crise, mais qualifié par un confrère hier comme un moyen pour «affamer les Gabonais».

En attendant le bilan de ce PRE, le consommateur croule sous le poids des taxes. Comme si les administrations s'étaient passées le mot pour le presser. Comme un citron. La énième augmentation des prix des produits pétroliers (dont le gaz butane) - et qui ne sera pas la dernière, tant que le cours du baril poursuivra sa progression - vient fragiliser davantage le pouvoir d'achat des ménages, déjà éprouvé par une série d'autres charges financières.

A l'exemple du taux des cotisations à la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs), passé de 1 à 2 % pour les salariés du privé et à 2,5 % pour ceux du public et parapublic depuis janvier 2017. A cela s'ajoute la Contribution spéciale de solidarité (CSS) au taux de 1%, prélevé sur les factures des biens et services. Entrée en vigueur le 15 mars 2017, la CSS serait destinée, dit-on, aux Gabonais économiquement faibles (GEF). Le hic est que dans certains magasins, ce prélèvement se fait non pas sur la facture globale, mais plutôt sur chaque article répertorié sur la facture. A l'exception de quelques rares produits de consommation courante.

S'inscrit dans la même veine, la Redevance audiovisuelle et cinématographique (RAC) mensuelle imposée à leurs abonnés par les diffuseurs des bouquets satellites, en complicité avec le ministère de la Communication, depuis janvier 2018.

Et sans être exhaustive, "last but not least", la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) où le prix du kilowatt d'électricité (et peut-être du mètre cube d'eau aussi) emprunte l'ascenseur tous les trimestres, à en croire une source proche du Conseil national de l'eau et de l'électricité (CNEE). La dernière augmentation remonte à avril dernier pour le compte du 2e trimestre 2018.

Toutes ces charges ne prennent pas en compte les coûts des transports (urbain, avec le saucissonnage des trajets), ferroviaire et interurbain, des denrées alimentaires, de la santé (même les sachets d'emballage des médicaments sont désormais facturés dans les pharmacies), du logement, de l'éducation, etc. Cernés de toutes parts, les travailleurs gabonais se retrouvent comme des "vaches à lait" au service d'une administration en quête de liquidités pour renflouer ses caisses.

Pris en étau et gémissant de tous côtés, les Gabonais ne savent plus quoi faire, comme le chante si bien l'artiste gospel Maryse de Sion dans son titre "Mon Dieu agit" : "Devant, il y a le sida; derrière, la dette; à gauche, la pauvreté; à droite l'insécurité". Des maux qui sont toujours d'actualité dans notre pays.

Par V. NIANGUI

Hommage à
Omar Bongo Ondimba
Juin 2009-Juin 2018
Tu n'es plus mais tu es toujours et partout où nous sommes

FONDATION Horizons nouveaux
COMPLEXE SCOLAIRE